

Bulletin de la Société canadienne d'histoire de l'Église catholique

Volume 27, numéro 1

ISSN 1183-6490

Janvier 2017

83^e Congrès de la Société canadienne d'histoire de l'Église catholique
(SCHEC)

30 septembre 2016, Université du Québec à Trois-Rivières

Regards interdisciplinaires sur les religions, XVII^e-XXI^e siècles

L'Université du Québec à Trois-Rivières accueillait les chercheurs dans le cadre du dernier congrès de la SCHEC. C'est à Jean Roy et son équipe qu'incombait la lourde tâche de le préparer. Il faut d'emblée remarquer la richesse et la diversité de cette édition.

Le ton a été donné par une solide communication de Peter C. Bischoff de l'Université d'Ottawa sur *La célébration de la fête du travail à Québec, 1891 à 1902 : un point de rencontre entre organisations ouvrières « neutres » et « catholiques »*. L'auteur s'est penché sur les Chevaliers du travail dans le cadre spécifique de leur participation à la parade annuelle de ce jour férié. En effet, le défilé peut révéler beaucoup de choses sur la mobilisation des travailleurs dans un climat hostile à leur cause – on pense ici à la méfiance du clergé catholique à l'égard des syndicats neutres - qu'ils tentent de retourner en leur faveur. Bischoff nous a démontré que Mgr Taschereau de Québec se méfiait profondément de ce groupe. Cela donnera aux parades tenues dans la vieille

capitale une couleur bien particulière, car les Chevaliers du travail tenteront constamment de séduire les élites civiles et religieuses. Il y a donc à l'occasion de ces fêtes le déploiement de stratégies d'affirmations originales qui mériteront encore bien des explorations approfondies.

Yves Tremblay du ministère de la Défense nationale a ensuite fasciné avec une étude sur l'annonce du suicide par les aumôniers militaires durant la Seconde Guerre mondiale. Après un bref survol de l'historiographie sur ces questions, monsieur Tremblay s'est lancé dans une explication détaillée des procédures mises en place par l'institution militaire auprès des familles éprouvées. On note la célérité avec laquelle on fait de telles annonces, mais aussi la confusion qui les accompagne entre 1939 et 1941 avec le croisement des enquêtes militaires, celle du coronaire, de la police locale et des médias.

Dès décembre 1941, des mesures de prudence s'imposent et un *modus operandi* est mis en place, largement inspiré par celui

qui était en usage en Grande-Bretagne. Dès 1943, les suicides militaires seront annoncés aux familles par les aumôniers. Il ressort de cette communication l'impact des émotions, tant chez les émetteurs que les récepteurs de la nouvelle. Le conférencier démontre clairement que pour la machine militaire, la dimension humaine du problème demeure difficile à gérer, et le confier à des spécialistes du spirituel n'empêche pas des erreurs de se commettre. Du reste, la communication a suscité de nombreuses questions, signe de sa pertinence et de sa résonance dans les temps actuels.

Marque de l'ouverture de la SCHEC à des recherches qui ratissent au-delà des cercles catholiques, le congrès accueillait une étudiante, Juliette Bérubé, qui a traité de *La controverse de l'union chez les presbytériens sherbrookoïses, 1924-1925*. C'est avec un bel aplomb que la jeune chercheuse nous a présenté le processus de fusion des congrégations méthodistes et presbytériennes dans le premier tiers du 20^e siècle. Elle désirait faire saisir les arguments en faveur ou non de cette union et de leurs répercussions sur les églises locales à partir d'une étude de cas en Estrie. La force de Juliette Bérubé se trouve particulièrement dans sa capacité d'analyser les enjeux identitaires (racines écossaises), mais surtout ecclésiologiques et théologiques évoqués par les protagonistes de l'affaire. Il est plutôt rare de voir des historiens se risquer sur ce terrain et elle l'a fait avec brio.

Puis, ce fut le retour d'une des fidèles membres de la SCHEC, Lucia Ferretti, venue remplacer au pied levé un conférencier absent. Elle a disserté sur la question de la déconfessionnalisation du système scolaire à travers la lecture des pages de la revue

L'Action nationale durant la Révolution tranquille. Elle a rappelé la place de la revue dans la défense de la langue française et son opposition à la réforme de l'éducation, particulièrement sur le plan d'une laïcisation à outrance. Ferretti a alors présenté, avec érudition, les détails des bouleversements scolaires et sociaux de cette époque à travers le prisme de *L'Action nationale*, soulignant au passage que la réforme des commissions scolaires avait entraîné *de facto* la reconnaissance officielle du bilinguisme dans le système scolaire provincial et la légitimation des droits de la minorité anglo-protestante. La lutte contre la déconfessionnalisation démontre que, pour certains, le maintien du caractère catholique allait au-delà de la stricte question religieuse. Elle incluait une dimension culturelle importante et son abandon pouvait signifier, à plus ou moins brève échéance, la mort de la nation.

Puis, les congressistes se sont retrouvés dans un univers complètement différent avec l'archiviste de l'archidiocèse de Montréal et doctorant, Michel Dahan. Il a présenté un texte très intéressant sur *Saint-Zotique de Montréal, itinéraire d'une dévotion ultramontaine*. Dahan a plongé le public de la SCHEC dans une réalité très particulière du culte des reliques. En effet, c'est en juin 1845 que les restes d'un légionnaire exhumés des catacombes de Rome sont présentés aux Montréalais. Le chercheur a expliqué qu'il était de mise, à cette époque, d'acquérir des reliques pour les différentes paroisses du diocèse de Montréal afin de développer des pratiques de dévotion, mais aussi d'offrir un idéal de vie pour les croyants. À travers le repérage de marqueurs de cette influence du saint catacombaire

(baptêmes d'enfants sous ce prénom, usage toponymique pour les rues, des écoles ou des villes, etc.), c'est à une plongée dans une manière de vivre la foi que Dahan nous a guidés.

La dissolution du pouvoir chamanique au XVIIe siècle chez les Hurons et les Iroquois de David Vincent Auger de l'UQAM suivait. Sa présentation a permis de revenir sur les rôles prophétiques et médicaux du chaman. La spiritualité cimentait la société et l'institution chamanique structurait de manière cohérente l'espace social des nations autochtones. On constate que l'institution chamanique perd de son importance à partir de 1640. On le voit avec la diminution du sujet dans les écrits jésuites. Le déclin démographique demeure le facteur majeur de la fin du groupe chamanique, mais David Vincent Auger a rappelé aussi que la crédibilité des chamans avait grandement diminué avec leur incapacité à bloquer les épidémies de cette époque. Ainsi, loin de nous laisser dans l'inconnu, l'auteur a patiemment démontré que les convertis autochtones des jésuites pouvaient s'éviter les flammes des enfers et envisager les délices du paradis grâce à des œuvres de perfection que les missionnaires ont amalgamées avec des pratiques spirituelles préexistantes, déqualifiant ainsi les derniers chamans.

S'agissant encore de de pratiques spirituelles, David Bureau du Centre d'archives et de documentation Roland-Gauthier de l'oratoire Saint-Joseph est venu rappeler la place de ce sanctuaire comme lieu de rencontre de la diversité culturelle au Québec. Grâce à une analyse interdisciplinaire puisant dans les sciences humaines et sociales, David Bureau s'est attaché à analyser la diversité religieuse

vécue dans un sanctuaire catholique à travers le processus des pèlerinages. Très tôt, le site est marqué par la présence d'une diversité de communautés ethniques et religieuses.

Des premiers zéloteurs de la chapelle sur la montagne aux membres de la confrérie de Saint-Joseph en passant par des orphelins irlandais, des immigrants italiens ou des touristes anglo-protestants, l'Oratoire attire à travers la personne du frère André et de la question des miracles. Très vite, grâce à sa position centrale sur l'île de Montréal, mais aussi de nombreuses campagnes de publicité, le lieu devient un pôle incontournable du tourisme religieux, mais aussi du tourisme tout court.

Si dans ce dernier cas, le tourisme semble assurer la pérennité et l'entretien de l'Oratoire, Édith Prigent du Musée régional Vaudreuil-Soulanges s'est questionnée sur la préservation des églises classées du Québec. Sa réflexion portait sur la patrimonialisation des lieux de culte et du concept de conservation *in situ*. Une partie de sa présentation a servi à expliquer différents types de classement et les problématiques qui leurs sont liées. L'assistance s'est bien vite rendu compte des défis financiers et culturels associés à ces différents bâtiments et le mérite d'Édith Prigent est d'avoir réussi à nous faire voir qu'il n'y aura pas de solution facile à ce problème.

Dominique Marquis, professeure à l'UQAM et présidente de la SCHEC a partagé ses derniers résultats de recherche à propos de *Jules-Paul Tardivel et ses « amis » : un réseau au service de la Vérité, journal de combat catholique*. L'intérêt de la recherche de l'auteure repose en fait sur l'impact de ce réseau dans la survie de cet hebdomadaire tenu à bout de bras par Tardivel. À partir de

l'analyse d'un corpus de 1300 lettres, Dominique Marquis désirait cerner le réseau avec les liens concrets, mesurer la mobilisation, les ressources, les contraintes, les hiérarchies, la densité des réseaux principaux et secondaires ainsi que l'intensité de leurs échanges. Ce réseau ne sera pas stable et évoluera au gré des époques. Cela a fait dire à Marquis que la longévité remarquable de ce journal a reposé sur la fidélité d'une clientèle gagnée aux idées ultramontaines. Le journal est demeuré un lieu de diffusion de la pensée catholique officielle et le témoignage de la persistance de certaines idées conservatrices au sein de la société québécoise. En ce sens, le travail de Dominique Marquis illustre à quel point il faut faire attention à ne pas généraliser certains comportements ou idées, mais aussi de croire à leur disparition à des dates fixes.

Enfin, le colloque ne pouvait trouver une meilleure façon de se clore qu'en rendant un hommage en deux parties à Serge Gagnon. C'est à Christine Hudon de l'Université de Sherbrooke qu'est revenu l'honneur de saluer cet ancien professeur de l'UQTR. Sa communication n'était pas un panégyrique, mais bien une analyse respectueuse et rigoureuse de sa contribution à l'histoire socioreligieuse du Québec. Elle a très bien noté le désir de cet historien de réconcilier les Québécois avec leur passé à travers une œuvre qui n'a cessé, au cours des décennies, d'éclairer les conditions de vie matérielle, les mœurs religieuses et les relations pastorales dans le Canada français.

Elle nous a rappelé aussi qu'il est un des premiers au Québec à avoir réfléchi sur le plan épistémologique à l'historiographie québécoise, sur la question de la subjectivité des historiens et les processus d'historicisation du passé

Serge Gagnon n'a jamais hésité à revêtir les habits du philosophe et du moraliste. Sa lecture du passé l'interpelle sur l'avenir de la société québécoise et lui fait dire que la quête du plaisir a anéanti le sens du sacrifice. Certes, ses idées, ses valeurs et sa foi transpirent à travers tous ses livres. Ses inquiétudes se lisent en filigrane de ses conclusions et il souhaite à demi-mot une résurgence des solidarités communautaires, la reconnaissance du passé ainsi qu'une sensibilité plus poussée pour la langue et la culture. Toutefois, il ne tombe pas dans un pessimisme augustinien. Sa sollicitude à l'égard des jeunes et son instinct lui disent qu'un retour de balancier est à prévoir. C'est un peu le message qu'il laissait, à la fin du colloque, dans le cadre d'un hommage que ses collègues actifs et retraités lui ont fait dans le contexte de la parution de son autobiographie intellectuelle, *Destin clandestin*, parue récemment aux Presses de l'Université Laval. Le souffle était plus court, les jambes plus fatiguées, mais l'œil demeurait vif et espiègle. Comme les dernières notes de Miles Davies, les mots tombaient justes et vrais.

Dominique Laperle.

UNE MISE À JOUR DE LA BIBLIOGRAPHIE SUR LE SITE DE LA SCHEC

La bibliographie d'histoire religieuse disponible sur le site de la SCHEC a été mise à jour en septembre 2016. La première mouture remonte à 2005 et fut l'initiative de Christine Hudon; elle a été réalisée avec l'assistance d'Alexandre Bradet. Une première révision a eu lieu en 2010; voici la seconde, qui recense des publications jusqu'en 2015.

La bibliographie est sélective. Les dépouillements ont été effectués à partir de neuf périodiques québécois et des sites internet de 47 auteurs dans le domaine. On a ainsi ajouté quelque 180 nouveaux titres à la bibliographie, tout en retirant quelque 85 titres plus anciens. Au total, la bibliographie offre au lecteur tout près de 500 **titres**.

Au total, la moitié de ces entrées ont été publiées entre 2006 et 2015.

Nous avons aussi amélioré la classification, y ajoutant des notions comme la laïcité ou le catholicisme culturel et en introduisant dans certaines sections des divisions chronologiques. N'hésitez pas à la consulter : nous espérons qu'elle rendra service.

Guy Laperrière

DES NOUVELLES DE NOS MEMBRES

Cette rubrique publie des informations sur vos publications, vos conférences, vos expositions ou vos réalisations à tous les membres de la Société. N'hésitez pas à l'utiliser. Il suffit de transmettre les informations pertinentes à Éric Desautels (desautels_eric@yahoo.ca).

Dans l'ouvrage *La vie religieuse. Regards sur l'avenir*, **Gilles Routhier, Daniel Cadrin et Lorraine Caza** réfléchissent sur le vieillissement marqué des communautés religieuses dans les sociétés occidentales sécularisées et sur les nouvelles formes de la vie religieuse contemporaine. En contrepartie aux perspectives souvent sombres sur l'avenir des religions, les auteurs optent pour un regard à la fois réaliste et rempli d'espérance. L'ouvrage est publié aux Éditions Médiaspaul.

Étudiant au doctorat en histoire à l'UQAM, **Sébastien Lecompte-Ducharme** prépare en parallèle avec ses études une histoire de la *Méthode dynamique*. Cette œuvre pédagogique originale, développée par les Filles de la Charité du Sacré-Cœur de Jésus entre la fin des années 1940 et le début des années 2000, s'inscrivait dans le courant de la pédagogie active. La méthode créée à Sherbrooke a été adoptée partout au Canada, mais aussi aux États-Unis, en Polynésie française et au Honduras. Les résultats de cette recherche devraient être publiés d'ici 2019. À suivre !

Le jeudi 3 novembre dernier avait lieu à l'Université Saint-Paul le lancement de la version informatisée de l'*Inventaire de documents d'intérêt canadien dans les Archives et Bibliothèques de Rome*, mis en chantier en 1977, en collaboration avec les Archives publiques du Canada, complété en 2012 et couvrant les années 1622-1922. Plusieurs centaines de milliers de documents s'y retrouvent touchant à divers aspects de l'histoire du Canada, qu'il s'agisse comme on pourrait s'y attendre de la dimension religieuse très présente, mais également de domaines tels que la géographie, l'ethnologie, la linguistique, ou de questions liées aux domaines de la politique, de l'économie, de la culture, voire de la généalogie. Une véritable mine à explorer non seulement par les historiens et historiennes de métier, mais aussi par le grand public. Le Centre de recherche en histoire du Canada, créé en 1967 élevé en 2013 au rang de Chaire – il fêtera l'an prochain son cinquantenaire – a assumé depuis le départ la coordination de ce vaste projet. Il faut saluer le titulaire de la chaire, le père **Pierre Hurtubise**, qui demeure l'artisan principal de cette réussite. Pour ceux et celles que la chose intéresse, on peut accéder directement à cet Inventaire via le site Web de la Chaire : ustpaul.ca/CRHRC.

La SCHÉC est maintenant sur Facebook! Vous pouvez obtenir des nouvelles des membres, des liens vers des nouvelles religieuses et des articles scientifiques et bien plus! Nous vous invitons donc à « aimer » la page de la société et la partager par la suite : <https://www.facebook.com/SCHistoireEgliseCatholique/>

Dirigé par **Mélanie Lanouette et Étienne Rivard**, l'ouvrage *Dire la diversité culturelle du Québec : fond muséal* relate la construction sociohistorique de la diversité culturelle québécoise dans une approche diachronique et spatiale. Parmi les contributions, des textes de **Louis Rousseau, Jean-François Roy et Brigitte Caulier** s'intéressent notamment à la diversité culturelle sous l'Église catholique. L'ouvrage collectif fait partie de la collection Cahiers CIÉQ.

En octobre dernier, les Presses de l'Université Laval publiaient un ouvrage collectif dirigé par l'historien **Guy Poirier**. Intitulé *Textes missionnaires dans l'espace francophone. Rencontre écriture, mémoire*, ce premier tome s'attarde aux rencontres dans l'espace missionnaire, essentiellement sous l'Ancien Régime, selon les modalités de l'écriture et de sa transmission

Toujours en octobre dernier, les Presses de l'Université Laval faisaient paraître l'ouvrage de **Jean-Philippe Croteau** intitulé *Les commissions scolaires montréalaises et torontoises et les immigrants (1875-1960)*. Cette étude comparée des politiques scolaires vise entre autres à cerner les politiques de « canadienisation » des immigrants, notamment au sein des écoles catholiques et protestantes montréalaises.

Le 8 novembre dernier, les **Sœurs missionnaires de l'Immaculée-Conception** lançaient leur "Centre virtuel de la mémoire historique missionnaire MIC", une initiative permettant d'avoir accès en ligne à l'ensemble de la presse missionnaire de cette communauté fondée en 1902 à Montréal. Cet outil numérique s'avère une avancée importante dans la préservation des archives de communautés missionnaires. En vous abonnant à la revue, vous avez accès gratuitement au centre virtuel : <http://pressemic.org/fr/accueil/>

Grâce au soutien financier de plusieurs congrégations religieuses, les anciens numéros de la revue *En son Nom* connaîtront une nouvelle vie. En effet, suite aux recommandations de son conseil d'administration, le directeur actuel de la revue, le théologien **Pierre Cardinal**, s'est adjoint les services de **Denys Chouinard**, ancien directeur des archives de la Congrégation de Notre-Dame, et de l'historien **Dominique Laperle**, afin de mettre en place une stratégie de valorisation des contenus de la revue. Le comité a finalement établi des contacts puis une entente de service avec Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BANQ). Ainsi, les numéros de la revue couvrant la période de 1942 à 2006 sont désormais accessibles sur le web. La revue, connue autrefois sous le nom de *La Vie des communautés religieuses*, est une mine d'informations sur le développement et la réflexion sur la vie consacrée au Québec. Rappelons que le périodique est né d'une initiative des Franciscains qui l'ont animée jusqu'en 2006. Depuis cette date, un consortium de communautés en assume l'existence. Les archives de la revue peuvent être consultées à l'adresse suivante : <http://collections.banq.qc.ca/ark:/52327/2696960>

DES NOUVELLES DES ARCHIVES

En août dernier, dans le cadre de la consultation publique sur le renouvellement de la politique culturelle lancée par le ministère de la Culture et des Communications, un mémoire rédigé par le comité des archives du Conseil du Patrimoine religieux du Québec, le Regroupement des archivistes religieux et la Table de concertation des archives de la région de Montréal, a été déposé. Ce mémoire, intitulé « Forces vives oubliées de la culture québécoise: les archives religieuses », propose la reconnaissance du rôle des archives religieuses comme pilier de la culture québécoise. Un soutien logistique et financier est demandé afin de préserver et de diffuser les archives religieuses, car pour plusieurs congrégations religieuses, les ressources financières ne sont pas suffisantes. Leur patrimoine archivistique est donc en situation de précarité. Des solutions sont recherchées par les acteurs du milieu; des concertations entre les différents intervenants prennent actuellement place et ils explorent des idées de partenariat, de partage des ressources de manière à pérenniser, dans les différents milieux, ces ressources. Rappelons que les archives religieuses témoignent du développement de grands pans du système d'éducation, des hôpitaux et des services sociaux ainsi que divers événements qui ont marqué l'histoire du Québec. Pour en savoir plus vous pouvez consulter le mémoire à l'adresse suivante : https://www.mcc.gouv.qc.ca/fileadmin/documents/Politique-culturelle/Memoires_Metadonnees/Conseil_du_patrimoine_religieux_du_Quebec_et_Regroupement_des_Archivistes_memoire.pdf

En lien avec l'annonce de l'Université Saint-Paul et le lancement de la version informatisée de *l'Inventaire de documents d'intérêt canadien dans les Archives et Bibliothèques de Rome* présentée plus haut, voici la liste des archives et des fonds d'archives répertoriés par la vaste équipe de chercheurs; Archives secrètes du Vatican, Archives de la Propagande, Congrégation pour la Doctrine de la Foi, Congrégation des Affaires ecclésiastiques extraordinaires, Archives du Vicariat de Rome, Archives d'État de Rome, Bibliothèque de la Faculté vaudoise de théologie et la Bibliothèque du Vatican. Vous pouvez consulter l'article à cette adresse; http://ustpaul.ca/fr/chaires-de-recherche-en-histoire-religieuse-du-canada-les-archives-du-vatican-et-le-canada-historique-du-projet_6078_966.htm

Mylène Laurendeau

**Appel de communications pour le 84^e congrès de la Société canadienne
d'histoire de l'Église catholique (SCHEC) qui se tiendra le 29 septembre 2017
à l'oratoire Saint-Joseph**

Les univers religieux de Montréal : 375 ans d'histoire

Ville-Marie a été fondée en 1642 dans un élan mystique par une poignée de fervents catholiques français. Les fondateurs de cette petite communauté souhaitaient implanter en cette terre une société profondément religieuse à partir de laquelle une importante œuvre de conversion des Amérindiens pourrait se déployer. Une forte empreinte catholique marquera dès lors la ville. Cette utopie religieuse a cependant rapidement cédé le pas à des impératifs économiques, Montréal étant parfaitement située pour favoriser les échanges commerciaux. Au fil des décennies, la ville est devenue un carrefour politique et économique incontournable dans l'histoire du Québec et du Canada. Elle a ainsi attiré des millions d'individus, venus de partout dans le monde. Même si le caractère catholique de Montréal a marqué le paysage, le visage religieux de la « Ville aux cent clochers » a peu à peu pris de multiples teintes.

La Société canadienne d'histoire de l'Église catholique veut profiter du 375^e anniversaire de fondation de Montréal pour poser un regard sur les différents univers religieux de Montréal. Depuis plus de deux siècles, catholiques et protestants se côtoient dans la ville, mais d'autres communautés ont peu à peu contribué à l'élaboration d'une mosaïque socioreligieuse qui donne à Montréal une couleur singulière. Aujourd'hui toutes les grandes religions sont présentes sur le territoire montréalais : juifs, hindous, bouddhistes, orthodoxes, musulmans participent à la diversité des univers culturels et religieux de la ville.

Outre l'exploration du territoire montréalais comme espace du religieux, il s'agira de comprendre comment le religieux a contribué à la construction de l'identité montréalaise. Les communications pourront porter sur les espaces et le patrimoine religieux (édifices, monuments, œuvres d'art), les différents types de mobilité (pèlerinages, tourisme religieux, fêtes religieuses ou laïques), les pouvoirs (élites spécifiques à chaque courant, clergé, communautés croyantes, congrégations religieuses), les processus de transmission du religieux (doctrines, valeurs, expériences, éducation), les régulations (conflits inter- ou intraconfessionnels, rapprochements œcuméniques, solidarités en temps de crise), les figures emblématiques des différents courants ou encore les discours ou les écrits traitant du religieux à Montréal (romans, journaux, chansons)

Nous vous invitons à soumettre une proposition de communication avant le 31 mars 2017. Cette proposition doit comprendre un titre et un résumé de 300 mots (maximum) et être accompagnée d'une brève notice biographique. Toute proposition doit être soumise à Dominique Marquis (marquis.dominique@uqam.ca)

Le comité organisateur

Les religions à l'école

Jacqueline Lalouette, Xavier boniface, Jean-François Chanet et Imelda Elliott (dir.), *Les religions à l'école : Europe et Amérique du Nord (XIXe – XXIe siècles)*, Paris, Letouzey et Ané, 2011, 346 p.

Daniel Bariel et Normand Baillargeon (dir.), *La face cachée du cours Éthique et culture religieuse*, Montréal, Leméac, 2016, 296 p.

L'enseignement des religions ou des faits religieux à l'école soulève actuellement bien des interrogations. Plusieurs personnes se questionnent sur les effets de la déculturation des jeunes d'âge scolaire en matière de culture religieuse et son impact sur leur compréhension de certains fondements de la société occidentale. Du même souffle, l'adhésion par un petit nombre d'individus, souvent jeunes, à des formes radicalisées des religions inquiètent. Les deux phénomènes appellent donc une relecture transnationale des débats sur la place des religions au sein du système scolaire. Deux parutions distantes de quelques années nous permettent d'explorer ce phénomène et de constater les dangers de certaines interprétations.

C'est ce qu'une équipe de l'Université du Littoral-Côte d'Opale rassemblée autour de la professeure Imelda Elliot a fait en 2007. Le collectif qui reprend l'essentiel des communications tenues lors du colloque confirme, quatre ans plus tard, au moment de sa parution, la pertinence de son propos et, à la lumière de la crise au Proche-Orient et des événements dramatiques récents à Nice, Berlin ou ailleurs, sa terrible actualité, une décennie plus tard. Il faut bien le dire, son thème est tellement large qu'il ne peut en épuiser toute la matière. De plus, les lectures qui nous sont proposées abordent le thème sous des angles variés, allant du droit à l'art,

en passant par la sociologie et l'histoire, mais ce sont véritablement les spécialistes de l'histoire religieuse, les religiologues, les historiens de l'éducation ou de la didactique de la culture religieuse qui y trouveront leur compte.

L'ouvrage se divise en quatre grandes sections dans lesquelles se répartissent vingt-deux communications. Il compte aussi une bibliographie complète, un index des noms cités ainsi qu'une présentation des auteurs des textes. Ce collectif a été l'objet d'une attention particulière des éditeurs. Il faut d'ailleurs saluer le travail d'homogénéisation des styles et de la longueur des textes qui a été fait. Sans tous être d'une lecture facile, les différents essais peuvent être abordés sans problème, même si certaines contributions très érudites sont présentées parfois sans trop de préambules. Je pense ici au texte de Jean-François Condette sur les recteurs ecclésiastiques de France et à celui de Laurent Gutierrez sur les effets de l'encyclique *Divini illius Magistri* sur l'éducation catholique en France.

Les thèmes des quatre sections illustrent les grands changements de paradigmes qui traversent le domaine de l'enseignement des religions. Les éditeurs du collectif ont intelligemment classé les interventions en quatre thèmes qui sont à la fois chronologiques et thématiques. La

première partie, *De la prééminence catholique au pluralisme religieux* expose la fin du monopole exercé par le catholicisme dans plusieurs pays au profit d'une ouverture vers les autres courants religieux. Puis, dans *De l'enseignement de la religion à celui du fait religieux*, les différents textes illustrent l'impact, parfois subtil, du glissement d'une instruction religieuse souvent teinté d'une perspective de foi à celle, scientifiquement plus neutre, du fait religieux. La troisième section, *L'idéologie en cause*, se penche sur l'influence de certains courants philosophico-religieux, de groupes intellectuels ou de l'incroyance sur ce qui se dit ou se déroule dans les classes. Enfin, dans la dernière partie, *Processus de laïcisation et de sécularisation*, les contributeurs réfléchissent aux transformations qui affectent les disciplines enseignées, les impacts des changements imposés par ces processus dans les milieux scolaires et leurs effets sociaux, politiques et juridiques.

Je ne peux pas commenter ici chacune des contributions de l'ouvrage, faute d'espace. Toutefois, j'aimerais attirer l'attention sur certains auteurs québécois. Mélanie Lanouette, du CIEQ, propose un survol de l'éducation catholique en Belgique qui est marquée, comme au Canada, par son biculturalisme, mais surtout par un tiraillement entre la tradition et l'innovation (p. 51). L'auteure y évoque des débats et des questionnements sur la modernisation des approches pédagogiques propres à la Belgique, mais cela pourrait aussi s'appliquer au Québec de la même époque. On retrouve par la suite la didacticienne de l'ECR, Mireille Estivalèzes, qui offre une comparaison France-Québec sur le pluralisme religieux à l'école. Sa

connaissance profonde des deux systèmes scolaires et sa longue fréquentation des programmes d'enseignement lui permettent de ciseler finement les points de convergence (p. 88-90) et de souligner au final l'importance d'une formation de haute tenue chez les enseignants dans cette discipline. Dans cette perspective comparative, le texte de Maroussia Raveaud sur la vision de parents londoniens et parisiens sur la diversité religieuse mérite aussi une lecture attentive. Certes, elle distille trop rapidement ses constats, mais le modèle multiculturaliste britannique s'apparente beaucoup à celui en usage au Canada et élargit notre vision à partir d'une autre expérience culturelle. La professeure au département des sciences historiques de l'Université Laval, Brigitte Caulier, propose un rappel du processus de déconfessionnalisation du système scolaire québécois et son incidence sur la création du cours d'ECR. Ce type de survol a été fait ailleurs déjà, mais il a le mérite de rejoindre dans ce type de publication, un lectorat néophyte. De son côté, Arnaud Decroix se plonge dans le thème des revendications religieuses dans les différents systèmes éducatifs provinciaux au Canada. Le traitement descriptif permet de circonscrire à travers certaines causes célèbres, l'évolution de ce dossier et ses conséquences sur l'enseignement des faits religieux au Canada. Les textes de Caulier et Decroix se présentent comme une introduction parfaite pour qui voudrait comprendre la situation de l'enseignement du fait religieux au Canada. Ces deux articles permettent une comparaison avec certains textes de l'ouvrage dirigé par Mireille Estivalèzes et Solange Lefèbvre intitulé *Le programme d'éthique et culture religieuse, de l'exigeante conciliation*

entre le soi, l'autre et nous, (PUL 2012), mais aussi le texte de Marie-Michelle Poisson dans le collectif dirigé par Daniel Baril et Normand Baillargeon, *La face cachée du cours Éthique et culture religieuse*, ce qui nous permet de l'introduire dans la discussion.

J'ai heureusement parcouru le collectif *Les religions à l'école* ainsi que le livre d'Estivalèzes et Lefèbvre avant de tomber sur l'ouvrage récent de Daniel Baril et Normand Baillargeon. Je dis heureusement, car il me permet de réfléchir plus largement sur le débat de l'enseignement religieux au Québec dans une perspective historique. Nous sommes rendus ailleurs au Québec. On ne parle plus d'un enseignement confessionnel, mais bien de la transmission d'une *culture religieuse* (l'enseignement du *fait religieux* en France) et le développement d'une réflexion éthique. Or cet ouvrage qui se veut un état des lieux huit ans après l'implantation du nouveau programme n'est pas neutre. Selon les auteurs du collectif, le cours ECR, loin d'ouvrir les esprits à un véritable dialogue, traite mal la question des femmes dans le religieux en plus de les discriminer (voir aussi la déclaration du Conseil du Statut de la femme du 8 décembre et la réplique de Mireille Estivalèzes du 9 décembre dernier dans *Le Devoir* sur cette question), il colporte des clichés sur les courants religieux, ignore les visions athées et agnostiques sur ces questions et propose une forme banale et jovialiste de dialogue éthique. Ces auteurs considèrent donc que le cours, loin de développer un esprit critique et rationnel, sert plutôt à endoctriner les jeunes. C'est surtout le cas pour les élèves du primaire, incapables de distinguer les mythes des réalités. Enfin, les auteurs soulignent l'absence de diatribes à l'égard des religions.

Or le livre n'est pas exempt de blâmes lui-même.

Le collectif comprend deux parties, une première (*Des aspects méconnus et inacceptables*), très critique et une seconde (*Des solutions de rechange pour développer la pensée critique*), plus constructive. Il faut toujours saluer les tentatives de réflexion sur les rapports complexes entre programmes d'enseignement et savoirs religieux, savoirs éthiques philosophiques d'une part et les croyances de l'autre. Toutefois, la prémisse de départ chez la majorité des auteurs n'est pas tant la déception à propos d'un cours mal conçu et le plus souvent mal enseigné, mais bien le scandale de sa présence dans le cursus de formation de l'école québécoise. Ainsi, le texte de Marie-Michelle Poisson (*Un cours conçu pour préserver des privilèges religieux*) est un brûlot qui ne dénonce rien de moins qu'un complot des tenants de l'enseignement religieux catholique à l'école et de la prévalence de la philosophie anti-lumière de Charles Taylor. J'invite tous les lecteurs à comparer les textes cités au début et celui-ci afin de bien comprendre le biais idéologique qui le sous-tend. Même chose pour le texte de François Doyon (*Les vertus antiphilosophiques du cours ECR*) qui table sur la religion comme fausseté et nid de violences, violences qui, selon lui, sont tuées dans le cours. Dernier exemple, le propos de Daniel Baril (*Vous avez dit « approche culturelle »?*) qui à partir d'un survol de manuels scolaires et de cahiers d'exercices du primaire et du secondaire, parle du scandale de la prégnance de la pensée magicoreligieuse chez les jeunes et l'impossibilité, pour les enseignants, de bien distinguer les nuances. Pour avoir supervisé des stagiaires de quatrième année

en enseignement de l'ECR, je peux vous affirmer que les futurs enseignants (du moins, ceux que j'ai côtoyés font les nuances nécessaires)

Ceci dit, plusieurs attaques de ces penseurs sont justifiées sur le plan de la formation des maîtres. Les lacunes des enseignants au primaire et les indications du programme peuvent vraiment les rendre inconfortables à l'enseigner. De la même façon, j'abonde comme eux sur les faiblesses méthodologiques de la spéculation éthique et critique qui y est développée. Une véritable réflexion philosophique doit pouvoir s'attaquer avec rigueur et profondeur aux problématiques et aux défis posés par les religions. Le résultat ne doit pas faire « plaisir » ou mener à une sorte de consensus médiocre construit sur des prémisses incomplètes ou multiculturalistes étouffantes, mais bien vers des conclusions critiques qui n'excluront pas les condamnations des crimes commis au nom des religions ou des injustices de genre qui s'y perpétuent.

Toutefois, il serait faux de prétendre que le cours ne tend pas vers cela. S'il y arrive mal, c'est un autre problème. Aussi, le texte de Christopher DiCarlo (*Apprentissage de la pensée critique dans les écoles secondaires de l'Ontario*) et celui d'André Gagné (*Prévenir la radicalisation chez les jeunes. Enseigner l'histoire des religions au lieu du cours ECR*) éclairent le débat grâce à des propositions qui sont novatrices. Le dernier texte est particulièrement important. Il propose ni plus ni moins une plongée dans les grands textes des monothéistes, l'analyse des idéologies et l'enseignement de l'histoire des différents courants religieux, même dans une société laïque, comme « arme contre l'intégrisme » afin que les jeunes

comprennent de manière diachronique, le développement du courant, ses moments d'ouverture et de fermeture, ses dimensions factuelles de manière à ce qu'ils « puissent reconnaître l'impact qu'elles continuent d'avoir dans le monde d'aujourd'hui (p. 213). Les historiens du religieux auraient donc intérêt à eux aussi s'intégrer dans le paysage de ce débat, car ils peuvent apporter, grâce à leurs expertises, des lumières à un débat qui apparaît de plus en plus un combat de coqs qui ne rend ni service aux jeunes, ni à l'amélioration du programme.

Ouvrage certes pointu, *Les religions à l'école* mérite vraiment le détour pour la richesse de ses points de vue et la qualité de son édition. Il saura intéresser les chercheurs chevronnés et les étudiants des cycles supérieurs d'ici et d'ailleurs et ceux qui réfléchissent sur l'enseignement de l'ECR. Quant à *La face cachée de l'ECR*, un souhait m'habite en refermant ce livre, celui de voir des études qui contextualiseront davantage les transformations de l'enseignement des religions dans notre histoire se répandre dans le grand public afin de mieux faire comprendre les processus et les choix de notre société sur le plan de l'éducation. Il faudrait peut-être aussi que les archivistes du religieux et les congrégations informent les enseignants en ECR des contenus virtuels accessibles. Ces initiatives souvent formidables sont aussi susceptibles d'apporter des éléments de culture religieuse supplémentaires aux élèves tout en assurant aux enseignants la valeur des contenus culturels présentés.

L'enseignement des faits religieux doit se construire autour de l'impact positif d'une connaissance réelle des religions pour comprendre l'historicité de notre société et

ses voies de devenir. Les « ayatollahs qui éructent leurs fatwas », leurs demi-vérités et leurs formules coups de poing ne sont pas seulement du côté religieux, mais aussi du côté des militants de la laïcité.

L'élargissement du débat vers de nouveaux joueurs permettra, j'en suis convaincu, une bonification du traitement du sujet.

Dominique Laperle

APPEL À COMMUNICATION LE DIALOGUE INTER-RELIGIEUX DEPUIS LES ANNÉES 1960

Les **12 et 13 octobre 2017**, à l'initiative de l'**Institut d'étude des faits religieux**, se tiendra un colloque à l'Université d'Artois, qui portera sur la notion de *dialogue inter-religieux*. Depuis les années soixante, s'est instaurée une ère de promotion de la « culture du dialogue ». Dialogue entre les Églises, dialogue inter-religieux, mais aussi dialogue social... La pratique du dialogue s'est imposée progressivement comme la garante d'une paix sociale. Si l'expression « culture du dialogue » s'est laïcisée depuis les années 1960, à l'origine, elle fut d'abord utilisée dans les milieux œcuménistes chrétiens, puis dans ceux du dialogue inter-religieux, avant d'être adoptée par d'autres milieux, non confessionnels. Le christianisme, en ses différentes traditions, a cherché à définir en quoi consiste cette « culture du dialogue ». S'inscrivant dans le mouvement lancé au moment du second Concile de Vatican.

L'évolution des pratiques du dialogue inter-religieux depuis le début des années soixante interroge cependant. S'il a toujours été entendu que ce dialogue pouvait comprendre plusieurs niveaux, à la fois de rigueur et de convivialité, il semblerait que le plébiscite des médias et du pouvoir public aux formes démonstratives de rencontre interreligieuse ait produit ses effets sur la « culture du dialogue », bien souvent limitée à son aspect social. Le dialogue théologique, exigeant et encadré, ne constitue pas la seule voie de rapprochement entre fidèles de communautés religieuses différentes. D'une certaine manière, son exigence intellectuelle et spirituelle le pose en exception dans le champ des rencontres interreligieuses. Ainsi, le document *Dialogue et Annonce* (1991), écrit conjointement par la Congrégation pour l'évangélisation des peuples et le Conseil pontifical pour le dialogue inter-religieux, distingue-t-il quatre formes de dialogue entre religions : le « dialogue de la vie », où les gens s'efforcent de vivre dans un esprit d'ouverture et de bon voisinage, le « dialogue des œuvres », où il y a collaboration en vue du développement intégral et de la libération totale de l'homme, le « dialogue des échanges théologiques », où des spécialistes cherchent à approfondir la compréhension de leurs héritages religieux respectifs et à

apprécier les valeurs spirituelles les uns des autres, et le « dialogue de l'expérience religieuse », où des personnes enracinées dans leurs propres traditions religieuses partagent leurs richesses spirituelles. Le colloque entend s'intéresser aux deux premières formes de dialogue définies par ce document, et à leurs réalisations dans le champ du lien social.

Le postulat de départ est le suivant : la notion de dialogue inter-religieux, dont la genèse remonte aux années 1950 et 1960, semble aujourd'hui victime de son succès. Le langage médiatique et politique l'utilise sans précaution pour désigner des pratiques qui relèvent plus de la construction du lien social que du rigoureux dialogue de foi. Plus qu'à son tour, la notion de dialogue inter-religieux est invoquée et utilisée pour nommer des positionnements insuffisamment questionnés. Tout se passe comme s'il y avait aujourd'hui une contamination du dialogue inter-religieux par l'idéologie du « vivre-ensemble ». Cette dégradation fait courir le risque de vider de toute substance une notion pourtant complexe en la réduisant à une cohabitation qui n'impliquerait pas d'effets intra-religieux. En réaction à cet état de fait, il apparaît urgent d'étudier la genèse complexe de la notion de « dialogue inter-religieux » afin de l'établir en objet de recherche, et d'éclairer ainsi en retour les enjeux et les limites du « dialogue pratique » actuel entre religions.

Le colloque invite, les historiens et les autres chercheurs à s'interroger sur l'une des cinq questions suivantes : 1) Peut-on dater ce désir de dialogue inter-religieux, au sein des religions, de la société et des médias ?; 2) Sa popularité actuelle correspond-elle à une crise du lien social ? 3) Quelles conséquences a cette notion sur le principe juridique de laïcité ? contribue-t-elle à le préciser ? 4) Le dialogue inter-religieux a-t-il des conséquences au sein de chaque religion et des cultures, sur le plan national et international ? 5) Quelles conséquences auraient une définition et une étude claire du dialogue inter-religieux sur la recherche des causes de la radicalisation de certains de nos jeunes (en lien avec les politiques publiques de prévention) ?

Les propositions de communication (3.000 caractères maximum, espaces compris) ainsi qu'une notice bio-bibliographique sont à envoyer à Charles Coutel (charles.coutel@univ-artois-fr), Christophe Leduc (christophe.leduc@univ-artois-fr) et Olivier Rota (olivier.rota@univ-artois-fr)
avant le 15 mars 2017

SCHEC

MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION, 2016-2017

Michel Dahan, Archives de l'Archidiocèse de Montréal

Éric Desautels, Université Concordia

Catherine Foisy, Université du Québec à Montréal

Dominique Laperle, Pensionnat du Saint-Nom-de-Marie et Institut de pastorale des Dominicains

Mylène Laureau, Archives des Sœurs Grises de Montréal

Sébastien Lecompte-Ducharme, Université du Québec à Montréal

Dominique Marquis, présidente, Université du Québec à Montréal

Édith Prigent, Musée régional de Vaudreuil-Soulanges

Jean Roy, trésorier, Université du Québec à Trois-Rivières



Ce Bulletin est une gracieuseté de l'Université du Québec à Trois-Rivières. Il a été préparé par Dominique Laperle.

Société canadienne d'histoire de l'Église catholique

a/s Jean Roy

Centre interuniversitaire d'études québécoises

Université du Québec à Trois-Rivières

C.P. 500, Trois-Rivières (Québec) G9A 5H7

Téléphone : (819) 376-5096

Télécopieur : (819) 376-5179

Courrier électronique : cieq@uqtr.ca

Site internet : www.schec.cieq.ca